

Les Syndicats Soviétiques

Le livre de Isaac Deutscher, "The Soviet Trade Unions", publié en 1950, à Londres, constitue sans doute le seul historique complet des syndicats soviétiques publié à l'ouest. Après sa lecture, l'on se rend mieux compte de l'importance de la lacune que l'auteur s'est donné pour tâche de combler, et aussi de tout ce qu'il reste à faire dans ce domaine.

Après avoir décrit brièvement le rôle, assez mince, des syndicats russes jusqu'en 1917, Deutscher passe aux rapports entre syndicats-parti-comités d'usine au cours de l'année de la révolution. Nous avons là l'un des fragments les plus intéressants du livre. Voici un résumé des faits que donne Deutscher :

Après la révolution de février, il existait en Russie trois organes représentant les ouvriers : les comités d'usine, les syndicats et les sections ouvrières des soviets. Au cours de la première moitié de l'année, les mencheviks dominent aussi bien les syndicats que les soviets ; les bolchéviks appuient les comités d'usine et rencontrent sur leurs positions les anarchistes. A partir de septembre environ, la situation change : les bolchéviks ont conquis la majorité dans les syndicats et ces derniers se prêtent mieux que les comités à la centralisation, le parti peut mieux les diriger. A la conférence pan-russe des comités d'usine, tenue peu avant octobre, un délégué ouvrier (anarchiste) déclare : « Les syndicats veulent dévorer les comités d'usine. Il n'y a pas de mécontentement envers les comités d'usine, mais il y en a envers les syndicats... Le syndicat est une forme d'organisation imposée aux ouvriers d'en dehors. Le comité d'usine leur est plus proche... »

Après octobre, les comités veulent s'affirmer et se réunir à nouveau en conférence. Les bolchéviks s'y opposent et mettent en avant les syndicats. Vers la fin de l'année, les comités cèdent : ils acceptent de former les groupes de base des syndicats, c'est-à-dire de s'y intégrer. Deutscher fait, par ailleurs, remarquer que la centralisation économique à laquelle correspondaient mieux les syndicats, était une question de vie ou de mort pour la Russie d'alors.

Un autre chapitre intéressant est celui que l'auteur consacre à la discussion syndicale de 1920-21, avant et pendant le X^e Congrès du Parti. Trois motions principales s'affrontaient : Trotsky, Boukharine, Rakovsky étaient pour l'étatisation des syndicats ; Schlyapnikov (l'opposition ouvrière), prévoyait pratiquement la domination des syndicats sur l'Etat ; "la plateforme des dix" (Lénine) préconisait pour les syndicats en même temps une attitude constructive envers le régime et la défense des intérêts ouvriers. Mais ce deuxième terme du rôle syndical ne devait pas porter

tort à l'intérêt général (1). La formule syndicale de Lénine l'emporta et elle resta officiellement en vigueur.

Mais pratiquement le terme "attitude constructive", "favorable à la production", de la formule léniniste, l'emporta sur le terme "défense des ouvriers". Les syndicats s'intègrent de plus en plus à l'Etat, par de milliers de petites portes. Les cadres sont engloutis par d'innombrables organismes officiels : conseil de l'économie, commissions de production, de salaires, d'assurances sociales, de sécurité du travail, etc... Avec chaque année qui passe, les syndicats tendent toujours plus à embrasser les ouvriers en tant que producteurs et non plus en tant que consommateurs tel qu'il était dans leur nature et dans leur tradition.

Pendant la NEP, nous retrouvons le problème qui s'est posé au cours de la première étape des "Démocraties Populaires" : les syndicats doivent-ils avoir une attitude "productiviste" dans le secteur nationalisé, et une attitude revendicative dans le secteur privé ? Officiellement on répond : "Oui". En fait, l'attitude "productiviste" est étendue aux deux secteurs, les ouvriers des entreprises nationalisées auraient afflué autrement vers les entreprises privées.

A la même époque, avec l'installation progressive du système totalitaire, les droits des syndicats sont rongés, les salaires, les taux de rationnement sont maintenant fixés par l'administration, uniquement. Tomsky, secrétaire des syndicats, proteste contre cette évolution ; on le démissionne. On lui réplique que tant de directeurs, de hauts fonctionnaires sont d'anciens syndicalistes maintenant. "C'est exact, mais ces directeurs se détachent des ouvriers" ripostent les partisans de Tomsky.

Pendant la NEP, il y a encore une liberté d'expression relative. La situation change avec l'avènement des plans. Au VIII^e Congrès des Syndicats, en décembre 1928, Tomski déclare : "La planification est souvent comprise ainsi : Parle en accord avec le plan, ne dis rien qui ne soit en accord avec le plan". Ce sera la dernière fois pour lui-même de parler en public.

Au cours des années 1930, la tâche qu'ont à accomplir les syndicats évolue, et parallèlement aussi leur caractère. Jusqu'en 1939, 24.000.000 de campagnards émigrent vers les villes. Il s'agit de les transformer en ouvriers d'industrie. Tâche énorme dont les syndicats portent le poids principal et qui est : organiser et gérer des écoles professionnelles, des cours du soir, des clubs, des cantines, des maisons de repos, etc... L'organisation de l'"émulation socialiste" et du stakhanovisme rentrent également dans les devoirs des syndicats et, à partir de 1933, la gestion de l'organisation des assurances sociales.

Les épurations de 1937-1938, frappent durement les syndicats, 70-80 % des membres des comités d'usine et 96 % des membres des comités centraux fédéraux sont engloutis. Au X^e Congrès syndical, tenu à Moscou en 1949 (le IX^e avait eu lieu en 1932), aucun orateur ne mentionne que la direction est presque entièrement nouvelle.

Deutscher analyse la composition du X^e Congrès d'après le rapport de la commission des mandats : 23,5 % d'ouvriers et 43 % de permanents syndicaux. Par ailleurs, 39 % des délégués sont membres des comités centraux des fédérations ; 9,4 % font partie de l'"intelligencia technique" (2 %

(1) Notons que Deutscher ne rappelle pas à propos des discussions syndicales du 10^e congrès l'ancienne formule de Trotsky : « Etat ouvrier », opposée à la formule de Lénine : « Etat ouvrier-paysan », comme le fait l'historien allemand du bolchévisme, Rosenberg. Il est intéressant de noter qu'en liaison avec sa formule syndicale, Lénine revient à son ancienne formule : « Nous ne sommes pas un Etat ouvrier, dit-il, mais un Etat ouvrier-paysan... » et il ajoute : « ... et avec des déformations bureaucratiques. »

seulement au précédent congrès); 20 % environ sont des cadres syndicaux moyens ou inférieurs; 85 % des délégués sont titulaires d'une distinction gouvernementale; 71 % avaient jout d'une éducation secondaire ou supérieure et 20 % seulement n'avaient eu qu'une éducation élémentaire (60 % au précédent congrès); 72 % des délégués sont membres du parti ou candidats.

Le livre de Deutscher donne peu d'indications sur l'activité syndicale au cours de cet après-guerre. Dans son introduction, il en avait averti le lecteur: le matériel est infiniment plus abondant pour les périodes précédentes; les discussions de 1921, par exemple, sont infiniment plus riches, plus profitables que celles du X^e Congrès. Ici s'impose une critique de la conception de l'ouvrage de Deutscher. Son livre est celui d'un historien marxiste de talent, d'un homme de science dans la meilleure acception du terme. Mais dans cet ouvrage, il n'apparaît pas comme un politique. On a l'impression qu'il s'éloigne, qu'il se méfie de l'événement qui n'est pas décenté par au moins quelques années. Pourtant, des sources pour étudier le présent des syndicats soviétiques, il en existe: la presse russe. Tous ceux qui ont plongé patiemment dans la grisaille des pages énormes du "Troud" et de la "Pravda" en témoignent. Bien sûr, le compte rendu des congrès est d'une grande monotonie, mais il y a les correspondances d'usine, l'autocritique, des témoignages. Dans la mesure où la presse s'adresse aux ouvriers, il est exclu que leur vie ne transperce la façade de propagande officielle.

Les syndicats soviétiques ont 27.000.000 de membres. Un tiers environ ont des fonctions syndicales, dont: 1 million d'organiseurs de groupes syndicaux de base (20 membres), 1.200.000 responsables d'assurances sociales et occupés avec l'inspection du travail, 1.000.000 de membres des commissions de salaires d'entreprise (pour la fixation des salaires aux pièces), 2.000.000 dans les commissions de solidarité. Cette participation de masse à des fonctions de second ordre est un substitut pour la démocratie d'usine promise à la révolution. Il semble toutefois difficile que la vie ouvrière, telle qu'elle est, ne pénètre pas dans l'organisation syndicale par une avenue aussi large.

Deutscher nous apprend qu'en 1947 on a réintroduit les conventions collectives abolies en 1933. A son avis, pour introduire un semblant de démocratie dans la vie de l'usine. Il y eut à cette occasion une discussion feinte dans les sommets sur l'importance de ces conventions. On aimerait avoir des échos des discussions qui ont eu lieu à cette occasion dans les entreprises, ou, tout au moins, savoir s'il en existe des échos intéressants.

Si Deutscher avait tenu compte des sources offertes par la presse, son livre eut gagné encore en intérêt. Mais il eut pris un autre caractère et d'autres proportions. Peut-être ne l'a-t-il pas voulu. Son livre n'a que 160 pages et est publié dans une édition scientifique officielle. Probablement l'attitude de Deutscher est simplement celle de l'historien prudent. Il est regrettable que tout au moins une appréciation critique de ces sources ne nous ait pas été donnée.

Dans un autre ordre d'idées, on aurait aimé trouver dans "Les Syndicats soviétiques" une volonté plus grande de synthèse, une théorisation de l'expérience syndicale soviétique. Il manque aux formules syndicales du temps de Lénine et du temps de Staline le cadre plus large des théories syndicales de l'époque (1).

Malgré les objections qu'on puisse lui faire, le livre de Deutscher répond à une nécessité. Souhaitons qu'il soit traduit bientôt en français.

Hugo BELL.

(1) Signalons à cet égard le livre, plus restreint comme domaine, de Salomon Schwartz: *Lénine et le mouvement syndical* (1935).

Sartre, le stalinisme et les ouvriers

Au printemps 1947 le parti stalinien sortait du gouvernement. Il y était forcé par la révolte des ouvriers, qui n'avaient plus un «produire d'abord» conduisant à une misère croissante, et aussi par l'impossibilité de continuer son double jeu sur la question de l'Indochine. L'année 1947, marquée par de grandes luttes ouvrières, a été dépensée par les staliniens à réadapter leur politique. Ouvertement contre les grèves au départ, ils ont essayé ensuite de les réduire de l'intérieur, mais l'approfondissement rapide de la rupture U.R.S.S.-U.S.A. et le passage définitif de la France du côté américain les ont obligés à modifier totalement leur stratégie et leur tactique. Les grèves de novembre-décembre 1947, où la mobilisation générale des ouvriers a échoué sans que le parti stalinien l'ait un seul moment clairement voulue, demandée ou organisée, marquent la fin de cette pénible réadaptation. Dès lors, le but de la politique stalinienne en France a été de saboter l'économie capitaliste (surtout en 1948-1949), de dresser la population contre la politique atlantique des gouvernements et en fin de compte de se préparer à désorganiser l'arrière-front américain au moment de la guerre.

L'efficacité de cette politique est constamment mise en question par les contradictions inhérentes au stalinisme en général, et à sa situation en France depuis 1947 en particulier. La force du parti stalinien lui vient en premier lieu de l'adhésion des masses ouvrières; même si celle-ci est donnée au départ, à la longue elle ne peut être maintenue, et encore moins étendue et intensifiée, que si les faits tendent à la justifier et ne la contrarient pas à tout instant. Les faits, à savoir la politique stalinienne et ses résultats sur la situation des ouvriers. Il faudrait donc que le P.C. applique une ligne qui serve les intérêts immédiats des ouvriers et se relie d'une façon sensible à leurs intérêts historiques. Or une telle ligne ne coïncide pas nécessairement, dans ses actes concrets, avec les impératifs d'une lutte avant tout antiméricaine; il est facile de voir que dans la plupart des cas elle en diverge ou s'y oppose. Une grève dans laquelle les aspects revendicatifs sont sacrifiés à des impératifs politiques peut rarement étendre ou intensifier l'adhésion des ouvriers au P.C.; elle le peut encore moins lorsque les ouvriers commencent à se demander si les objectifs des staliniens ou les moyens adoptés pour les réaliser sont bien les leurs propres, à eux ouvriers.

En même temps les staliniens sont obligés de mener une politique «pacifiste» qui ne se réclame pas d'une classe particulière et se prétend indépendante de leurs buts de parti. Mais l'essai de créer un «Front National» tend à contredire dans la phraséologie aussi bien que dans la réalité, leur prétendue fidélité exclusive à la classe ouvrière ou aux exploités en général.

De plus, en tant que partie de la bureaucratie stalinienne internationale, le P.C.F. non seulement n'est pas libre dans son jeu, mais supporte les contrecoups de ce que cette bureaucratie fait ou subit